



**Marché Public de travaux
n°**

**Marché à procédure adaptée en application de
l'article 28 du Code des Marchés Publics**

***Lot 2 : Remplacement des réseaux
d'assainissement rue Mirambeau et avenue des
crêtes à Anglet.***

ENTRE LES SOUSSIGNES

- Pouvoir adjudicateur :

L'Agglomération Côte Basque - Adour
15 avenue Foch – CS 88507 - 64185 Bayonne Cedex
Téléphone : 05.59.44.72.72 - Télécopie : 05.59.44.72.99

- Personne chargée de mettre en œuvre la procédure : Monsieur le Président de l'Agglomération Côte Basque - Adour en vertu d'une délibération du 11/04/2008.

- Origine du pouvoir de signature :

Délégation de signature accordée à M. Guy MONDORGE, vice Président, le 13/01/2011.

- Imputation budgétaire : budget assainissement article 2313 1021 64

D'une part ;

ET

- Candidat :

.....
.....
.....

N° d'inscription RCS : N° SIRET :

D'autre part ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – Nature et conditions du marché

- Description

Les travaux concernent :

- rue Mirambeau (suppression des regards mixtes) :
 - remplacement de 84 ml de collecteur principal EU de diamètre 200 en PVC CR8,
 - remplacement de 106 ml de collecteur principal EP de diamètre 315 PVC CR8,
- avenue des Crêtes :
 - pose de 625 ml de collecteur principal EU (480 ml de diamètre 200 et 145 ml de diamètre 300) en PVC CR8,
 - transformation de la canalisation EU existante en réseau EP sur 420 ml et création de 23 ml de réseau EP de diamètre 300 en PVC CR8

y compris ouvrages annexes, branchements, regards, avaloirs, dans les conditions fixées au CCTP.

- Variantes :

Les variantes sont autorisées.

- Pièces constitutives du marché :

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité :

- le présent marché,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- le Bordereau des Prix (BP),
- le Détail Estimatif (DE),
- le plan des travaux, le profil en long,
- le PGC,
- Par ailleurs le CCAG travaux est rendu contractuel.

- Maîtrise d'œuvre :

La direction des travaux sera assurée par le bureau d'études
SCE

Représenté par M LARIOS

- Coordonateur SPS :

Une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent l'utilisation de moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

La mission de coordination, assurée pendant les phases conception et réalisation des travaux, est confiée au prestataire désigné ci-après :

Jean Paul SALDUCCI

17, Boulevard Jean d'Amou Bât A 1 – Perspectives Saint Esprit 64 100 BAYONNE

La personne physique chargée de remplir la mission est M SALDUCCI

- Le délai de validité des offres est de 120 jours.

ARTICLE 2 – Contenu des prix

Le présent marché est conclu à prix unitaires, conformément au détail estimatif joint.

L'évaluation de l'ensemble des travaux est de € HT,
soit.....€ TTC.

ARTICLE 3 – Mise à jour des prix

Les prix sont révisables.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois ci-après : **JUIN 2011**
appelé "mois zéro".

L'index de référence des prix est le suivant : TP 01.

ARTICLE 4 – Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des travaux est de 4 mois, y compris la période de préparation de 1 mois.

ARTICLE 5 – Réception des travaux

La réception aura lieu dans les conditions fixées au CCAG Travaux.
Le délai de garantie est fixé à 1 an.

ARTICLE 6 – Paiement

Le paiement sera effectué par acomptes, d'après les situations mensuelles présentées par l'entrepreneur et arrêtées par le maître d'œuvre.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans le décret n° 2002-232 du 21 février 2002 (JO du 22/02/02) relatives au calcul du délai et au versement des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires prévu au II de l'article 5 du décret précité est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir, augmenté de sept points.

Les sommes dues au titre du présent marché seront portées au crédit :

- du compte ouvert au nom de :
- sous le numéro :
- établissement détenteur du compte :

(joindre un relevé d'identité bancaire ou postal).

ARTICLE 7 – Avance (à renseigner obligatoirement)

En application de l'article 87 du Code des Marchés Publics, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du marché est supérieur à deux mois.

- ☐ Le candidat déclare vouloir bénéficier de l'avance
- ☐ Le candidat déclare renoncer au versement de l'avance

ARTICLE 8 – Garanties

Une retenue de garantie, d'un montant maximal égal à 5% du montant initial du marché, sera appliquée, dans les conditions de l'article 101 du code des marchés publics. Elle peut être remplacée selon les dispositions de l'article 102 du code des marchés publics.

ARTICLE 9 – Nantissement – comptable assignataire

Sont désignées comme :

- personne compétente pour fournir les renseignements énumérés à l'article 109 du Code des Marchés Publics : Monsieur le Président de l'Agglomération Côte Basque - Adour
- personne chargée des paiements : Monsieur YAOUANC, trésorier principal municipal, Receveur de l'Agglomération Côte Basque - Adour.

ARTICLE 10 – Assurances

Dans un délai de quinze jours à dater de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur devra justifier qu'il est titulaire des polices d'assurance réglementaires.

A, le

**L'entrepreneur ou
le représentant de la Société**

A Bayonne, le

**Le Représentant habilité de
l'Agglomération Côte Basque – Adour,**

(Prénom – Nom – cachet de l'entreprise)

Guy MONDORGE

ANNEXE AU MARCHE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE (1)

Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance (2)

ANNEXE N°

MARCHE :

.....

* titulaire :

.....

* objet :

.....

PRESTATIONS SOUS-TRAITEES

* nature :

.....

* montant T.V.A. comprise :
(€)

SOUS-TRAITANT

* nom, raison ou dénomination sociale :

.....

* entreprise individuelle ou forme juridique de la société :

.....

* numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

.....

* numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers

.....

* adresse :

.....

.....

* compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre, numéro de compte) :

.....

.....

CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

* modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :

.....

.....

* date (ou mois) d'établissement des prix :

.....

* modalités de variation des prix :

.....

* stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

.....

PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS A L'ART 109 DU CMP :
Monsieur le Président de l'Agglomération Côte Basque - Adour.

COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :

Monsieur YAOUANC, trésorier principal municipal, receveur de l'Agglomération Côte Basque - Adour.

La personne publique,

L'entrepreneur,

Le mandataire,

DECLARATION SUR L'HONNEUR DU SOUS-TRAITANT

Le signataire affirme qu'il ne tombe pas (ou que la Société pour laquelle il intervient ne tombe pas) sous le coup des interdictions découlant des articles 44, 45, 46 et 47 du Code des Marchés Publics concernant les liquidations, faillites personnelles, les infractions au Code Général des Impôts et au Code du Travail, les interdictions d'ordre législatif, réglementaire ou de justice.

☐ Il atteste sur l'honneur qu'il n'a pas l'intention de faire appel pour l'exécution des prestations à des salariés de nationalité étrangère.

☐ Il atteste sur l'honneur qu'il a l'intention de faire appel pour l'exécution des prestations à des salariés de nationalité étrangère et certifie que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Fait à, le

Attestation sur l'honneur

La Société, dûment représentée par
et domiciliée à

Déclare sur l'honneur, en application des articles 43, 44, et 45 du **Code des marchés publics** et des articles 8 et 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics :

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du **Code pénal** : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1 ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du **Code général des impôts** ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L 8221-1 à L 8221-5, L 8251-1, L 8231-1 et L 8241-1 du **Code du travail** ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 620-1 du **Code de commerce** ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L. 625-2 du **Code de commerce**, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L. 620-1 du **Code de commerce**, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations incombant en matière fiscale et sociale ou acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, au sens de l'article 43 du **Code des marchés publics** ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou d'avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L 5212-1 à L 5212-4 du **Code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Fait à le

Signature du représentant légal ou dûment habilité,